

Le Burundi à la tête du COMESA



Les États membres du COMESA regorgent d'une abondance de ressources minérales qui peuvent être transformées en intrants dans le secteur manufacturier ou exportées sous une forme raffinée.

INTEGRATION REGIONALE



COMESA

A la découverte des pistes de solutions pour tirer profit du secteur minier (page 4)

ENVIRONNEMENT



Changement climatique

Changement climatique : Prévenir au lieu de subir (page 5)

ENERGIE



Electricité

Un réseau instable malgré la mise en service de nouveaux barrages ... (page 6)

Editorial Une crise économique qui s'éternise



Benjamin Kuriyo,
Directeur de publication

la situation économique. Le pays est en mode pénurie alors que le budget de l'Etat augmente chaque année en même temps que la dette publique. La dépréciation continue du BIF impacte tous les secteurs. Le marché de change s'affole et la valeur du BIF s'effondre. En début de cette semaine, la valeur du billet vert a franchi la barre des 7000 FBu l'unité.

La détérioration des termes de change entraîne la pénurie et/ou la cherté des produits stratégiques dont le carburant et les médicaments. Les consommateurs assistent impuissamment à la flambée des prix qui touchent désormais tous les produits. Ces derniers jours, le prix de la viande explose. Un kilo de steak est vendu autour de 30 000 FBu. La perte de la valeur du BIF par rapport aux shillings tanzaniens a réduit drastiquement

les importations de vaches. Il importe de signaler que la Tanzanie demeure le principal fournisseur du bétail. Les industries locales révisent régulièrement les prix en fonction du coût de production en nette augmentation. Malgré les subventions du gouvernement, les entreprises publiques ne sont pas du tout épargnées. Le prix du sucre a été restructuré. Les consommateurs adoptent un comportement rationnel en se focalisant sur les produits moins chers ou retardent leurs achats. Ce qui retarde l'impact des réformes macro-économiques entreprises.

La consommation du sucre a connu une augmentation exponentielle avec la création des unités agroalimentaires et des pâtisseries. Pour satisfaire la demande, la Sosumo fait recours aux importations. Chaque année,

le pays dépense des dizaines de millions de dollars pour importer une quantité supplémentaire de plus de 40 000 tonnes de sucre.

La production annuelle dépasse rarement les 20 000 tonnes de sucre. Le gouvernement a tenté de nouer des partenariats avec des investisseurs ougandais pour redynamiser la société sucrière publique installée dans la plaine de Kumoso depuis 1988. Le projet de redynamisation de la SOSUMO a fait objet de débat à la chambre haute du parlement. Le ministre de l'Agriculture n'a pas réussi à convaincre les sénateurs. Pour eux, cette dernière affiche des contreperformances dues à la vétusté des équipements. L'Etat devrait autoriser cette société à contracter des crédits pour son extension et sa modernisation.

Le gouvernement est conscient que la production de la Sosumo reste faible pour satisfaire la demande locale. Il encourage d'autres investisseurs à implanter d'autres sucreries pour compléter la production de la Sosumo. Dans un contexte de pénurie criante des devises, la récente détaxation du sucre a favorisé les importations de ce produit, mais il n'est pas à la portée de toutes les bourses.

Le projet de réhabilitation et de modernisation-extension de la Sosumo est tombé en disgrâce. Il visait notamment à réhabiliter les équipements de l'usine devenus obsolètes. A terme, la production annuelle du sucre devrait atteindre 35 mille tonnes. Le coût de l'investissement était estimé à plus de 132 milliards de FBu.

L'inflation non maîtrisée constitue un danger pour l'économie. Elle est tirée par la détérioration des indicateurs macro-économiques. L'instabilité économique perdure malgré les initiatives prises pour redresser

EDUCATION

Intensifier les efforts pour assurer une éducation de qualité, une priorité

Pour qu'un pays se développe, le secteur de l'éducation doit être placé au cœur des préoccupations des dirigeants. Aucun pays ne peut se targuer d'être développé sans un système éducatif de qualité. Il est donc essentiel que tous les acteurs impliqués dans l'éducation redoublent d'efforts pour assurer une formation de haut niveau



Il est important de maintenir une vigilance constante sur le système éducatif afin de développer un capital humain solide et durable.

Les personnes concernées par l'éducation, notamment les responsables au haut niveau du système éducatif, les lauréats, les parents et les enseignants doivent redoubler d'efforts pour garantir un enseignement de qualité. Sans une éducation de qualité, le développement d'un pays est impossible. Les lauréats d'aujourd'hui sont les futurs dirigeants de la nation ; d'où l'importance d'une vigilance constante sur le système éducatif afin de développer un capital humain solide et durable.

Lors de la célébration de la journée mondiale de l'enseignant, le 25 octobre 2024 en province de Ngozi, François Havyarimana, ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique a indiqué qu'un enseignement de mauvaise qualité pourrait conduire à former des lauréats destinés à détruire le pays. Il a souligné la nécessité de se concentrer sur l'éducation non seulement en matière de savoir, mais aussi en matière de discipline, comme l'a signifié Rabelais : «

Science sans conscience n'est que ruine de l'âme. »

Pour nuire à une nation, il ne suffit pas d'organiser une guerre. Un sage chinois a un jour dit à son empereur : « Si vous voulez détruire un pays ennemi, inutile de lui faire une guerre sanglante qui pourrait durer des décennies et coûter cher en pertes humaines. Il suffit de détruire son système d'éducation et d'y généraliser la corruption. Ensuite, il faudra attendre vingt ans et vous aurez un pays constitué d'ignorants et dirigé par des voleurs. Il vous sera alors très facile de les vaincre. »

Où concentrer les efforts pour améliorer le système éducatif ?

Selon Havyarimana, trois facteurs essentiels sont déterminants pour le succès d'un système éducatif : des enseignants hautement qualifiés, des matériels pédagogiques appropriés et un programme d'enseignement adapté aux lauréats. Il a souligné que si ces trois éléments ne sont pas en bon état, aucune forme d'enseignement efficace ne peut être mise en place. En effet, un enseignant qui manque de connaissances ne pourra pas produire un rendement adéquat,

même si les matériels pédagogiques et les programmes sont de qualité.

De surcroît, un enseignant qui possède les connaissances nécessaires mais qui ne dispose pas de matériel didactique adéquat ne sera pas en mesure de générer des résultats probants. De même, si l'enseignant dispose de bonnes connaissances et de bons matériels didactiques mais que le programme n'est pas adapté, la qualité de l'éducation ne sera pas bonne.

Des réformes éducatives sans résultats concluants

Les réformes des cycles fondamentaux, post-fondamental et universitaire introduites au Burundi en 2012 ont changé le système éducatif burundais. L'instauration des niveaux Baccalauréat, Maîtrise et Doctorat (BMD) a également modifié ce système. Lors de la célébration de la journée dédiée aux enseignants, Victor Ndabaniwe, président du Conseil d'Administration de la COSESONA a souligné que ces réformes ont généré plusieurs défis affectant la qualité de l'éducation.

Parmi les exemples cités, figurent les cours techniques tels que les

sciences humaines, les sciences et technologies, ainsi que l'enseignement du français qu'il a décrit comme « sans saveur » aujourd'hui. De plus, il a indiqué que la mesure visant à réduire le taux de redoublement dans les écoles fondamentales et post-fondamentales a également dévalué l'éducation. L'avancement des étudiants universitaires avec des compléments de cours contribue également à cette détérioration de la qualité de l'éducation.

Le système éducatif burundais fait face à de nombreux défis, notamment le manque d'adéquation entre la formation et l'emploi, la démotivation du personnel enseignant, le sureffectif des élèves dans une même classe, l'insuffisance des supports pédagogiques et des laboratoires scientifiques, les bibliothèques peu fournies, la révision fréquente des programmes d'enseignement, etc.

Pour Ndabaniwe, si le système éducatif du Burundi ne subit pas de changements significatifs, les jeunes d'aujourd'hui n'auront aucun avenir pour contribuer au développement du pays. Par ailleurs, pour réaliser pleinement le potentiel de développement éducatif, la politique salariale doit également répondre aux attentes des fonctionnaires enseignants.

Solutions envisagées pour booster l'éducation

Pour relever les défis actuels du système éducatif, Havyarimana a annoncé la mise en place d'une commission d'experts chargée d'identifier les failles du système

éducatif, depuis mai 2024. Cette commission a pour mission d'analyser de manière critique les programmes d'enseignement en vigueur ainsi que ceux des années précédentes tant au niveau régional qu'international. Il a fait savoir que les résultats de cette commission pourraient aboutir à des mesures visant à garantir une éducation de qualité, contribuant ainsi au développement du pays.

En outre, le ministre Havyarimana a indiqué que de nouveaux projets viendront renforcer les efforts du ministère pour améliorer la qualité de l'éducation. Parmi eux, figurent le projet de développement du capital humain, soutenu par la Banque Mondiale qui y a alloué 130 millions USD ainsi qu'un projet soutenu par le Partenariat mondial pour l'éducation avec plus de 68 millions USD de contribution. Ces fonds seront destinés à des initiatives éducatives telles que le renforcement des capacités des enseignants, les cantines scolaires, l'éducation préscolaire, l'approvisionnement en matériel didactique et la construction des salles de classe.

Bien que l'amélioration de la qualité de l'éducation progresse lentement, le budget alloué au ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique ne cesse d'augmenter. Pour l'exercice budgétaire 2024-2025, celui-ci s'élève à 731 108 821 266 FBu comparé à 499 135 287 181 FBu pour l'exercice 2023-2024.

Jonathan Nzoyibonera

BurundiEco
Burundi Eco - Journal de l'économie et de la société

C. d'Uvira à 400m de l'ex-BINUB dans les enceintes de Hope Design

Référence CNC : 100/CNC/236/2012
Parution le vendredi
Directeur de publication et Rédacteur en chef : Benjamin Kuriyo
Rédacteur en chef adjoint : Mélance Maniragaba
Service commercial : +257 22 277868 / 65800014

Taux de change du 31 Octobre 2024		
Sources : BRB/www.brb.bi		
Monnaies étrangères	Marché officiel	
	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2882	2928
Euro	3126	3177
Shi. Kenyan	22,3413	22,7016
Shi. Tanzanien	1,0596	1,0767
Shi. Ougandais	0,7872	0,7999
Fr Rwandais	2,1257	2,1600

Forum économique du COMESA

Les opportunités d'investissement au Burundi sont multiples

Le Burundi offre un potentiel diversifié pour les investissements, notamment dans l'agriculture, les mines, le tourisme, les technologies de l'information et de la communication (TIC), etc. En outre, des incitations fiscales attractives sont disponibles. Ces perspectives ont été présentées par Dr Révérien Nizigiyimana, directeur général de l'Agence de Développement du Burundi (ADB), lors du Forum économique du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), tenu à Bujumbura le 28 octobre 2024.



Dr Révérien Nizigiyimana, directeur général de l'Agence de Développement du Burundi (ADB), estime que le gouvernement du Burundi fait de son mieux pour attirer les investisseurs.

Tout cela est motivé par la vision du Burundi : Pays Emergent en 2040 et Pays Développé en 2060. À l'horizon 2040, le secteur agroalimentaire du Burundi sera compétitif. Les microclimats du pays confèrent à sa production agricole une qualité exceptionnelle en termes de goût, de saveur et de valeur nutritive, rare dans le monde. Cela inclut le café, le thé, les fruits, les légumes, le sucre, les poissons et le palmier à huile.

Le Burundi bénéficie d'une pluviométrie régulière tout au long de l'année et de températures douces, avoisinant les 20°C, qui permettent de produire des fruits et légumes bios d'une qualité gustative incomparable.

Un secteur minier prometteur

En 2040, le secteur minier du Burundi devrait être exploité au bénéfice de la population. Le pays possède une grande variété de ressources minières, telles que le nickel, le cobalt, l'or, la cassitérite, le wolfram et l'étain. Le Burundi

détient le deuxième plus grand stock de coltan de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) et la deuxième plus grande réserve mondiale de nickel, avec trois gisements contenant environ 260 millions de tonnes, soit 6% des réserves mondiales.

Cependant, l'exploitation artisanale des ressources minières limite la production. La vision du pays est de développer ce secteur via des partenariats publics-privés (PPP) avec des contrats équilibrés garantissant un partage équitable des revenus.

Des opportunités dans l'industrie de transformation

Le secteur manufacturier du Burundi offre de nombreuses opportunités, car la majorité des biens de consommation sont importés. Les industries à développer ont trait à la transformation des produits agroalimentaires, la production des matériaux de construction,

des fertilisants agricoles, ainsi que l'industrie textile et de la chaussure. Le développement d'une industrie pharmaceutique est également nécessaire, car très peu de médicaments sont produits localement. Le Burundi a aussi besoin d'une industrie de fabrication d'emballages biodégradables.

En outre, le pays doit encourager la transformation des déchets ménagers en énergie pour remplacer le charbon de bois dans la ville de Bujumbura, ainsi que leur recyclage en engrais phosphatés. La fabrication des produits dérivés du cuir (chaussures, ceintures, sacs) et des matériaux de construction, ainsi que le développement des équipements informatiques sont également des besoins pressants.

Un secteur des services en pleine expansion

D'ici 2040, le Burundi prévoit un secteur des services diversifié, performant et moderne. Dans les

TIC, le pays a besoin de start-up spécialisée dans le numérique pour répondre aux besoins du gouvernement (digitalisation des services publics) et du secteur financier (FinTech). Un internet haut débit est essentiel tout comme l'amélioration des TIC dans les entreprises et les écoles. Les centres d'appel et les entreprises de télécommunication sont encore peu nombreux au Burundi et doivent être développés.

Dans le secteur financier, le Burundi a besoin de banques internationales et de services associés, ainsi que d'un fonds de garantie pour soutenir les projets d'investissement viables. Le développement des bureaux d'information sur le crédit et les assurances internationales est également souhaitable.

Un potentiel touristique immense

Le Burundi possède des paysages variés et magnifiques. Le pays compte plus de 200 sites touristiques, dont 123 sont reconnus. Parmi les principales attractions figure le lac Tanganyika, la plus grande réserve d'eau douce au monde et le deuxième lac le plus profond de la planète « terre ». Ses côtes, encore peu exploitées, ont un potentiel touristique énorme. Des croisières, des restaurants flottants et des sports nautiques pourraient y être développés.

Le pays possède également des forêts et des parcs naturels. La forêt de la Kibira, un sanctuaire pour les singes et les chimpanzés et le parc de la Ruvubu, qui abrite plus de 1500 buffles constituent des attractions de premier plan. Le parc de la Rusizi est réputé pour ses crocodiles, ses hippopotames et ses oiseaux migrateurs. Les chutes de Karera et les sources thermales de Mugara sont également des sites

naturels remarquables. Le Burundi est par ailleurs riche en danses culturelles, dont le célèbre tambour, inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO en 2014.

Un secteur énergétique à développer

En 2023, la capacité énergétique potentielle du Burundi était estimée à 1700 MW, mais seules 107,132 MW étaient effectivement exploitées, bien que le pays ait besoin de 1000 MW supplémentaires.

Les centrales hydroélectriques produisent 64,132 MW, les centrales solaires 7,5 MW et les centrales thermiques 35 MW, soit un déficit de 892,868 MW. Les projets en cours devraient combler cette lacune d'ici décembre 2030.

Des incitations attractives pour les investisseurs

Le code des investissements du Burundi prévoit des exonérations des droits de mutation en cas d'acquisition de biens immobiliers. Il prévoit également des exonérations de TVA et de droits de douane sur les matériaux de construction et les équipements pour les projets d'investissement. Le taux de l'impôt sur les sociétés est de 30 %, mais des réductions progressives sont accordées pendant les premières années d'activité.

Malgré son potentiel, le Burundi fait face à plusieurs défis. Le climat des affaires souffre de la rareté de l'énergie, des coupures fréquentes d'électricité, de l'indisponibilité des devises, des pénuries de carburant, de la concurrence déloyale, de la corruption, des problèmes de transport, etc.

Gilbert Nkurunziza

SPORT

Clôture d'un camp d'entraînement de handball

Les entraîneurs et les joueurs déterminés à élever le niveau de ce sport

Le camp d'entraînement de handball, destiné à 28 jeunes joueurs et leurs entraîneurs, s'est tenu à Bujumbura pendant une semaine et s'est clôturé le 29 octobre 2024. Sous l'encadrement de l'expert international Rabah Graichi, les participants ont appris différentes techniques pour faire avancer ce sport.



Au Burundi, il n'existe pas de terrains adéquats pour le handball. Parfois, on y joue sur un terrain de basketball.

de la Fédération Burundaise de Handball (FEBUHAND).

« J'ai énormément appris pendant ce camp d'entraînement. L'expert nous a transmis diverses tactiques qui nous permettront d'élever le niveau des clubs que nous entraînons. Nous allons continuer notre travail en intégrant ces nouvelles connaissances dans nos équipes respectives pour faire progresser le handball burundais », a déclaré Isidore Cegetera, entraîneur du

club Hirondelles de l'Est à Ruyigi. Dans les jours à venir, a-t-il ajouté, les joueurs seront en mesure de se mesurer avec les équipes de la sous-région.

Le président de la FEBUHAND est confiant que les entraîneurs formés sauront élever le niveau de leurs jeunes sportifs grâce aux compétences acquises. Après ce camp d'entraînement, il prévoit de suivre l'évolution des athlètes en leur fournissant des équipements

adéquats pour qu'ils s'entraînent dans de bonnes conditions. Il a également exprimé sa gratitude envers les partenaires qui les ont soutenus, notamment le Comité National Olympique (CNO), l'ambassade de France au Burundi, ainsi que le ministère chargé des sports, qui leur a prêté un terrain d'entraînement.

L'expert international Rabah Graichi apprécie les jeunes joueurs formés

M. Graichi estime que les garçons qu'il a formés possèdent déjà une certaine expérience, pour avoir participé à des compétitions internationales comme l'IHF Trophy et la Coupe d'Afrique des Nations. « Avec un encadrement technique et social adéquat, ils pourront réaliser de meilleures performances. » Quant aux filles, elles possèdent un niveau intermédiaire. « J'ai essayé de travailler en posant des bases solides et en abordant tous les aspects techniques. Malheureusement, sept jours d'entraînement ne suffisent pas, » a-t-il regretté.

Cependant, les jeunes possèdent des qualités prometteuses, et il est essentiel de les exploiter grâce à un travail continu au fil

des années. Les jeunes Burundais formés par M. Graichi au cours de la semaine écoulée ont un potentiel physique intéressant : vitesse, force, endurance, etc. Cependant, il est crucial de savoir gérer ces atouts pour les utiliser efficacement, tant sur le plan tactique que technique.

Le handball burundais a un niveau encore modeste

« Le handball burundais ne peut pas être comparé à celui de l'Algérie ou d'autres pays du Maghreb, qui bénéficient d'une longue histoire et d'infrastructures bien développées. Il serait plus pertinent de se comparer à des pays voisins comme le Rwanda et, par la suite, d'élargir les horizons de comparaison », estime M. Graichi.

Malgré le potentiel des jeunes handballeurs burundais, les infrastructures posent un « gros point d'interrogation ». Par exemple, le handball se joue en salle, mais il n'existe pas de terrains couverts adéquats au Burundi. Ce qui pourrait freiner l'épanouissement de ce sport dans le pays.

Gilbert Nkurunziza

COMESA

A la découverte des pistes de solutions pour tirer profit du secteur minier

Investir dans la transformation, mettre en place des codes miniers attractifs, une politique saine et stable sont certaines des pistes de solutions qui ont été formulées pour tirer profit des ressources minières des pays membres du COMESA

En marge du 17^{ème} Forum Economique du COMESA, des pistes de solutions ont été dégagées pour parvenir à tirer profit des ressources dont regorgent les pays membres du COMESA. Selon Julien Paluku, ministre du commerce extérieur en République Démocratique du Congo, c'est une réalité que les pays membres du COMESA occupent un rang non négligeable dans la production des minerais.

S'inspirer du modèle des pays de l'OPEP

Pour en tirer profit, il leur demande de mettre en œuvre le modèle des pays producteurs de pétrole. Dès qu'ils ont constaté qu'ils n'en tiraient pas profit, ils ont décidé de se regrouper au sein de l'Organisation des Pays Exportateurs du Pétrole «OPEP» pour inverser la tendance.

Si les pays membres du COMESA réfléchissent dans ce sens, il espère que cela dégagera un effet qui leur permettra d'intervenir dans la fixation des prix de leurs minerais.

De surcroît, les pays membres du COMESA devraient créer des bourses. Il se demande pourquoi l'Afrique dépend toujours des bourses de Londres, de New York, de Toronto ou de Shanghaï. Ce sont



Julien Paluku, ministre du commerce extérieur en RDC : « Les pays membres du COMESA occupent un rang non négligeable dans la production des minerais ».

toujours ces derniers qui fixent les prix des minerais qui proviennent de l'Afrique.

Selon lui, c'est l'engagement des pays africains dans la fixation du prix de leurs ressources naturelles qui leur permettra de sortir de la pauvreté.

Trois défis détectés chez les africains

Selon toujours lui, les africains ont trois problèmes importants. Ce sont entre autres la peur de se lancer, d'investir et de contracter des crédits.

Il explique que lorsqu'il était ministre de l'Industrie en 2022, il a présidé le conseil des ministres de l'industrie au niveau de l'Afrique qui a eu lieu à Niamey au Niger. A l'issue de cette réunion, il a été recommandé qu'il faut que tout pays

africain consacre 10% de son budget au développement industriel, spécialement pour promouvoir la transformation.

Pourtant, il se demande combien de pays ont mis en œuvre cette recommandation. Selon lui, l'Afrique ne devrait pas compter sur les appuis des pays développés. Par contre, elle devrait elle-même valoriser ses potentialités incommensurables à travers le développement de la chaîne de valeur.

Elle devra prendre cette conscience de commencer la transformation pour donner de la valeur à ses ressources naturelles et parvenir à s'imposer à la dynamique mondiale, insiste-t-il.

Il donne l'exemple de la Zambie avec la production des batteries électriques. Selon lui, elles sont constituées par le cobalt, le lithium,

le manganèse et le nickel qui sont présents à tire larigot dans les pays membres du COMESA en général et au Burundi en particulier.

Comment financer le secteur minier ?

Pour financer le secteur minier, il fait remarquer que les décideurs africains devraient obliger le secteur bancaire à financer la transformation des ressources naturelles. Il s'inquiète du fait que ce secteur oriente en grande partie les fonds dans le financement de l'immobilier. Or, selon lui, appuyer le secteur de l'immobilier concourt à rendre immobile l'économie car, dans ce cas, l'argent ne circule pas.

Le financement de la transformation des minerais permettra même d'accéder aux marchés internationaux. Il argue que le parlement européen a voté une résolution qui interdit la fabrication des véhicules à moteur thermique d'ici 2035. Et les Etats-Unis ont aussi revu à la hausse la taxe sur les voitures électriques en provenance de la Chine. Donc, les africains devraient saisir cette occasion, car la Chine n'aura plus de débouchés en Europe et aux USA, éclaire-t-il.

Une politique saine et stable dans le secteur minier, une nécessité

Dr Seconde Ntiharirizwa, géologue à l'Université du Burundi fait savoir qu'il faut qu'en Afrique en général et dans la zone COMESA en particulier, il y ait une politique saine et stable qui rassure les investisseurs dans le secteur minier.

Elle indique qu'ils craignent des risques inattendus par rapport

aux contrats qu'ils ont déjà signés. C'est à dire le changement au niveau des textes réglementaires et des modifications unilatérales du régime fiscal préalablement convenu en augmentant les taux d'imposition.

L'accès aux devises est aussi un obstacle majeur pour les investisseurs. Ils en ont besoin pour payer des dettes, rapatrier les capitaux et payer des dividendes aux investisseurs étrangers. Ils sentent aussi un risque élevé dans les pays où l'activité commerciale est presque inexistante. Ils préfèrent aller là où les autres ont déjà commencé à travailler. S'ils trouvent qu'il n'y a pas au moins quelques sociétés minières, ils ont peur de s'engager pour prendre ce risque.

Elle demande alors la mise en place des codes miniers attractifs et des codes des investissements qui énoncent clairement les règles et les garanties applicables aux droits d'exploitation et d'exportation. Et d'ajouter le fait de rassurer les investisseurs qu'ils peuvent exploiter les gisements qu'ils découvrent dans leurs recherches.

De plus, adapter les régimes fiscaux à ceux d'autres pays miniers pour permettre plus de rentabilité est une nécessité. Elle explique qu'il ne peut pas y avoir d'investisseurs si la fiscalité et le régime de change ne sont pas satisfaisants. Rendre disponibles les données sur le secteur minier est aussi d'une importance capitale.

Notons que le COMESA est composé de 21 pays.

Jean Marie Vianney Niyongabo

INTEGRATION REGIONALE

COMESA : Un forum d'affaires couronné de succès

Lancement officiel ce lundi 28 octobre 2024 des travaux du 17^{ème} Forum économique du COMESA par le Premier Ministre de la République du Burundi Gervais Ndirakobuca. Cet événement se tient à Bujumbura au Palais des Congrès de Kigobe, salle des conférences «AGATEKA HALL». Flashback sur les cérémonies d'ouverture de ce forum



Face aux enjeux économiques mondiaux, le COMESA présente une résistance et une capacité d'adaptation qui se traduisent par ses performances commerciales.

Cependant, la plupart des pays membres restent confrontées à des défis en matière d'infrastructures et d'accès au marché. « Ce forum est l'occasion d'aborder ces questions collectivement pour proposer des solutions durables et accélérer l'intégration régionale », dit le chef du gouvernement. Il a insisté sur les opportunités d'investissements dans les secteurs agricole, minier et touristique.

L'organisation régionale reste dynamique

Face aux enjeux économiques mondiaux, le COMESA présente une résistance et une capacité d'adaptation qui se traduisent par

ses performances commerciales. «Pour la deuxième année consécutive, les exportations intra-COMESA se stabilisent à 14 milliards USD en 2022 et 2023». Ce qui démontre la force des liens économiques régionaux. Cette constance des exportations intra-régionales constitue une base solide pour la croissance future et une intégration économique plus profonde, conclut Mme Chileshe Mpundu Kapwepwe, Secrétaire générale du COMESA.

Pour promouvoir la libre circulation des opérateurs économiques, les Etats membres revisitent leurs procédures d'octroi de visas. D'énormes progrès en matière d'assouplissement des visas ont été

enregistrés dans l'espace COMESA. Ainsi, « les pays ont autorisé les visas à l'arrivée ou l'entrée sans visa pour une durée maximale de 90 jours. Ils ont supprimé les restrictions en matière de visa », fait savoir la Secrétaire Générale du COMESA. Elle encourage les Etats membres à aller au-delà des exigences d'entrée en examinant les droits d'établissement et de résidence, y compris les régimes de permis de travail.

Vers une exploitation rationnelle des minerais ?

Les États membres du COMESA regorgent d'une abondance de ressources minérales qui peuvent être transformées en intrants dans le secteur manufacturier ou exportées sous une forme raffinée. Toutefois, la quasi-totalité des richesses minérales du COMESA est actuellement exportée sous forme de minerais, de concentrés, d'alliages ou de métaux, avec une faible valeur ajoutée, déplore la Secrétaire Générale du COMESA.

Les études montrent que les recettes minières pourraient quintupler si les pays africains investissaient dans les infrastructures et la technologie minière. D'où la nécessité de procéder à la transformation des minerais bruts avant l'exportation. « Cette approche permettrait non seulement de générer davantage de revenus, mais aussi de créer des

emplois et de stimuler l'économie dans son ensemble », conclut le Premier Ministre Ndirakobuca.

Les effets du changement climatique se font sentir

Le changement climatique menace sérieusement les économies africaines et les moyens de subsistance des populations. L'Afrique subsaharienne est l'une des régions les plus vulnérables aux effets du changement climatique. « Il est donc crucial que nos efforts pour développer les chaînes de valeur régionales soient alignés sur des pratiques résilientes au changement climatique afin de préserver nos économies et le bien-être des générations futures », annonce le Premier Ministre Ndirakobuca.

En marge du forum, une table ronde de haut niveau a été organisée. Les parties prenantes ont eu l'occasion de discuter du soutien nécessaire à la création d'un environnement commercial compétitif. Les participants se sont penchés sur le développement des chaînes de valeur régionales dans l'agriculture résiliente au climat, l'exploitation minière et le tourisme. Les recommandations formulées seront présentées au 23^{ème} Sommet des Chefs d'États et de Gouvernements du COMESA prévu ce jeudi le 31 octobre 2024.

Benjamin Kuriyo

Changement climatique : Prévenir au lieu de subir

Les effets du changement climatique ont occasionné de nombreux dégâts, notamment la destruction des infrastructures publiques et privées, les pertes en vies humaines et des champs endommagés. Le gouvernement prévoit la mise en place d'un centre d'alerte précoce d'un coût équivalent à 22 millions de dollars US. Les sénateurs et les députés du monde entier demandent qu'il y ait moins de paroles et plus d'actions pour la protection de l'environnement



Anicet Nibaruta, président de la plateforme nationale de prévention des risques et de gestion des catastrophes : « Le gouvernement prévoit la mise en place d'un centre d'alerte précoce d'un coût équivalent à 22 millions USD ».

Le Burundi compte parmi les vingt pays les plus menacés par les effets du changement climatique. Depuis le début de la saison des pluies en septembre 2023 jusqu'à la mi-avril 2024, des pluies torrentielles, inondations et glissements de terrain sous l'influence du phénomène El Niño ont affecté plus de 237 000 personnes (dont 55% de femmes) occasionnant 29 décès et 175 blessés. Plus de 42 000 personnes (dont 57% de femmes), ont été contraintes au déplacement, 19 250 maisons ont été détruites ou endommagées, plus de 200 salles de classes ont été détruites ou inondées. Des routes, des réseaux hydrauliques et des formations sanitaires ont été également affectés.

Pour l'année 2024 (janvier-mi-avril), plus de 179 200 personnes ont été touchées et plus de 31 200 personnes ont été contraintes au déplacement suite aux inondations. Les provinces les plus affectées étaient Cibitoke, Bubanza, Bujumbura et Rumonge. Parmi ceux qui ont été touchés, 23 109 ménages rapportent avoir perdu leurs champs et les estimations du secteur de la sécurité alimentaire indiquent que près de 40 000 hectares de champs ont été endommagés sur un peu plus de 400 000 hectares de champs

cultivables, soit 10% des superficies sous cultures vivrières du pays pour la saison culturale 2024A. Ces pertes ont un fort impact sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des ménages.

Cependant, le président de la plateforme nationale de prévention des risques et de gestion des catastrophes Anicet Nibaruta a indiqué que le Burundi a saisi la Banque Mondiale, l'Union Européenne et le Système des Nations Unies au Burundi pour

leur demander un appui dans la mise en place de l'évaluation post catastrophe. Ce qui permettra au pays de bénéficier d'un appui matériel et financier dans ce domaine. D'après la direction de la plateforme nationale de prévention des risques et de gestion des catastrophes naturelles, cette évaluation post catastrophe a montré que le Burundi perd 98 millions de dollars américains par an suite aux aléas climatiques.

Le Burundi, un pays en danger face aux changements climatiques

Plus de 2 000 ménages (environ 10 000 personnes) de la zone Gatumba vivaient dans les zones inondées; 2 500 personnes de la colline Gabaniri-Kirasa ont été touchées par les glissements de terrain. Le gouvernement a pris la mesure de délocaliser les victimes du changement climatique. Ceux de Gatumba ont été délocalisés vers le site de Gisagara en commune Mubimbi et ceux de la colline Gabaniri ont été délocalisés au Centre des Métiers de Gitaza dans la province Bujumbura. L'opération de délocalisation a commencé vendredi le 10 mai 2024. Actuellement, ils indiquent qu'ils vivent dans des conditions déplorables suite au manque d'abris convenables et d'autres besoins primaires pour leur survie.

Assistance des partenaires de développement au

Pour assister et accompagner les personnes touchées par cette crise climatique, la Banque Mondiale a promis décaisser une somme de 80 millions de dollars américains. L'Union Européenne a déjà débloqué 31 millions de dollars américains pour l'exécution des travaux de protection des eaux du lac Tanganyika et du lac Kivu. L'ambassade des États-Unis d'Amérique au Burundi a également annoncé qu'elle débloquera 1 million de dollars américains pour atténuer les effets de cette crise. La Chine a aussi promis de fournir une assistance de 1 million de dollars américains. Toutes ces promesses ont été faites pendant la période des inondations.

Mise en place d'un centre d'alerte précoce, un atout

Le Burundi est toujours dépourvu d'un système d'alerte précoce pour permettre à la population

d'échapper à certaines calamités. Lors d'un atelier de capitalisation des acquis du projet intitulé : « Réponse d'urgence pour faire face aux besoins de la population touchée par les inondations au Burundi » qui s'est tenu dans la province de Rumonge le 7 octobre 2024, Anicet Nibaruta, président de la plateforme nationale de prévention des risques et de gestion des catastrophes a indiqué que le projet de création d'un centre national de réduction des risques et de gestion des catastrophes naturelles à travers le système d'alerte précoce a été lancé en février 2024 à Gitega.

Nibaruta a aussi fait savoir que la création de ce centre est très coûteuse. « L'État burundais ne peut pas le réaliser à lui seul, car il sera à hauteur de 22.000.000 \$ US. Dans ce cas, le pays requiert une aide. Dans le sommet mondial sur l'environnement qui aura lieu en novembre à Bakou en Azerbaïdjan, nous y apporterons notre feuille de route pour la mise en place du centre national de réduction des risques et catastrophes naturelles à travers le système d'alerte précoce », a-t-il ajouté.

En outre, à travers ce centre, la presse (surtout les médias communautaires) sera appuyée pour fournir les informations météorologiques en temps réel, afin de permettre à la population de se préparer en conséquence. Pour ce faire, Nibaruta informe que l'Institut National des Statistiques du Burundi (INSBU), avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), est en train de faire les études d'impact socio-économique des dernières catastrophes naturelles. Ce qui justifiera la demande de l'aide.

Un appel urgent à l'action

Le président du Sénat a récemment participé à la 141^{ème} réunion des sénateurs et députés à l'échelle mondiale en Suisse. A son retour dimanche le 20 octobre 2024, Emmanuel Sinzohagera a annoncé qu'il avait présenté les actions déjà entreprises par le Burundi pour protéger l'environnement telles que la plantation d'arbres et les lois votées, notamment la révision du code de l'environnement. « Nous qui avons participé à cette réunion, nous avons dit qu'il est temps que les responsables mondiaux commencent à agir plutôt que de continuer à parler. Nous avons demandé qu'il y ait moins de paroles et plus d'actions, car ce sont les États puissants qui polluent l'air. Chez nous, l'air est ouvert, mais nous ne polluons pas au même seuil qu'eux et les conséquences de leurs actions retombent sur nous. Ainsi, nous faisons face aux inondations, à la sécheresse et à des vents violents en raison de leurs activités génératrices de revenus.

Sinzohagera a ajouté qu'ils ont demandé qu'il y ait très peu de discours afin que les gens puissent commencer à travailler sur des activités pouvant contribuer à la protection de l'environnement. « Nous espérons que ceux qui participeront à la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP29) porteront également cette préoccupation des représentants des sénateurs et des députés à l'échelle mondiale afin que les responsables passent des déclarations à l'action et travaillent réellement pour protéger l'environnement en pensant à la justice pour les générations futures ».

Aline Niyibigira



Depuis le début de la saison des pluies en septembre 2023 jusqu'à la mi-avril 2024, des pluies torrentielles, inondations et glissements de terrain sous l'influence du phénomène El Niño ont affecté plus de 237 000 personnes.

Electricité : Un réseau instable malgré la mise en service de nouveaux barrages hydroélectriques

Le gouvernement du Burundi a mis en service trois barrages hydroélectriques, à Ruzibazi (15 MW), l'interconnexion Rusumo Falls (26,5 MW) et Kabu 16 (20 MW). La population espérait la fin des coupures intempestives du courant électriques, mais le déséquilibre entre l'offre et la demande d'électricité continue à aggraver les pannes de courant et les interruptions de service. Le réseau électrique du Burundi souffre également de la vétusté des infrastructures



Malgré la mise en service de nouveaux barrages hydroélectriques, le réseau de distribution d'électricité reste instable. (Photo : Ntare House).

Plus de 50 MW ont été ajoutés au réseau électrique du Burundi ces deux dernières années. Il s'agit exactement de 26,5 MW en provenance du barrage régional Rusumo Falls construit sur la rivière Kagera, 20 MW produits par le barrage hydroélectrique Kabu 16 et 15 MW versés dans le réseau électrique depuis juillet 2022 en provenance du barrage hydroélectrique de Ruzibazi. La mise en service de ces centrales hydroélectriques marque le début de ce que les cadres du ministère ayant l'énergie dans ses attributions qualifient de « Renaissance du secteur énergétique au Burundi » et a donné l'espoir à une population fatiguée par les interruptions de service.

La construction de ces centrales hydroélectriques fait partie des initiatives entreprises par le gouvernement du Burundi en collaboration avec ses partenaires pour faire face au déficit énergétique. Pourtant, il est difficile d'évaluer leurs impacts sur terrain. Le déséquilibre entre l'offre et la demande sans cesse croissante d'énergie entraîne des délestages de plus en plus fréquents.

Pour rappel, la Regideso estimait en 2023 que le pays disposait d'une capacité de production installée d'environ 90 MW, dont environ 49 MW seulement de capacité hydroélectrique installée. Le reste de la capacité installée provenait des centrales thermiques exploitées par la Regideso totalisant 41 MW dont 30 MW servis par la société Interpetrol grâce à un contrat signé avec cette société nationale, mais qui devait être résilié selon les décideurs, car le coût d'achat était élevé.

La production de l'énergie reste donc insuffisante. Les données de la Banque mondiale révèlent que le taux d'électrification nationale est de 12 % de la population avec une différence considérable entre les taux d'accès dans les zones urbaines et rurales. Les experts évoquent un besoin de 1000 MW pour satisfaire la demande de l'énergie au Burundi.

La vétusté des infrastructures électriques empire la situation

A part le faible taux d'électrification du pays, le secteur énergétique du Burundi souffre de la vétusté des infrastructures du réseau électrique. Ce dernier connaît des pertes techniques et commerciales élevées et des interruptions fréquentes de l'approvisionnement. Des explications confirmées par Ir Ibrahim Uwizeye, ministre ayant l'énergie dans ses attributions : « Le réseau est vétuste et parfois s'accommode mal au transport de l'électricité », a-t-il précisé devant les représentants du peuple avant de promettre que le gouvernement burundais prévoit,

avec l'aide de ses partenaires au développement de réhabiliter les centrales hydroélectriques qui ne fonctionnent pas et d'améliorer les réseaux de transport et de distribution d'électricité.

La mauvaise qualité du service électrique compromet les opportunités de croissance économique du pays. La Régie de Production et de Distribution d'Eau et d'Électricité (Regideso) n'a pas investi suffisamment dans l'entretien et la réhabilitation du réseau de distribution de l'électricité. Ce qui entraîne une mauvaise

qualité de service et une satisfaction de la demande considérablement réduite. Actuellement, les ménages et les industries sont obligés de s'appuyer sur des générateurs diesel, qui coûtent plus cher et sont aussi affectés par les pénuries de carburant, ce qui entrave la productivité ainsi que la consommation.

Le salut viendra-t-il du projet Ascent ?

La Regideso compte commencer à réhabiliter le réseau de distribution

d'électricité de Bujumbura et de sa périphérie au mois de janvier prochain à travers le financement de 190 millions USD en provenance de la Banque Mondiale et d'autres partenaires.

Selon Jean Albert Manigomba, directeur général de la Regideso, le projet permettra de relever les défis liés aux coupures intempestives d'électricité au Burundi et va aussi résoudre le problème de la mauvaise qualité des services d'électricité. Le projet va également appuyer des réformes clés grâce à des conditions basées sur la



Une centrale photovoltaïque de 7,5 MW a été construite par la société Gigawatt Global sur la colline Mirama en commune et province Gitega.

performance en ce qui concerne la structure tarifaire, la politique de raccordement électrique et les normes du réseau afin d'éliminer les obstacles à l'électrification et d'assurer la viabilité à long terme des investissements.

L'implémentation de ce projet est un atout pour les investisseurs Burundais qui identifient le manque d'accès à l'électricité et la fiabilité du réseau comme des obstacles majeurs à l'investissement. Les délestages récurrents inadaptés, le réseau de distribution et les installations de raccordement délabrés et/ou inexistantes entravent le développement économique.

Vers l'émergence énergétique ?

A part, les centrales hydroélectriques récemment mises en service, le gouvernement compte aussi verser environ 50 MW dans le réseau électrique du Burundi en provenance du barrage hydroélectrique Jiji-Mulembwe dont la construction va bientôt prendre fin. Le Burundi aura plus de 100 MW supplémentaires. Et pour faire face à la rareté des ressources énergétiques et par conséquent soutenir le développement durable, le gouvernement du Burundi a encouragé les acteurs du secteur privé à participer à la production et à la fourniture de l'électricité pour satisfaire la demande. Parmi les réformes mises en place pour inciter le secteur privé à investir dans le secteur de l'énergie figurent la promulgation de la loi portant réorganisation du secteur de l'électricité au Burundi en 2015 pour permettre la libéralisation du secteur de l'énergie et la promulgation d'un décret portant fixation des statuts de Regideso en novembre 2023 qui préconise le recrutement compétitif du comité de direction de cet organe, la validation et le lancement de la stratégie d'électrification du pays.

Ces efforts fournis par le gouvernement du Burundi commencent à donner des fruits dans le but de réduire le déficit énergétique. Le secteur privé tente d'investir dans le domaine de l'énergie. De plus, des contrats de partenariats publics-privés ont été signés. C'est ainsi qu'en 2023, une centrale photovoltaïque de 7,5 MW a été construite par la société Gigawatt Global sur la colline Mirama en commune et province Gitega. D'autres acteurs privés comme Weza power et Kirasa Energy participent dans la production d'énergie au Burundi.

Pourtant, les investisseurs qui embrassent le domaine énergétique se heurtent à une faible consommation d'électricité au Burundi, soit 24,5 kilowattheures (kWh) par an et par ménage qui est l'une des plus faibles d'Afrique subsaharienne. Ils éprouvent des difficultés à entretenir leurs infrastructures énergétiques. Nonobstant, le rôle du secteur privé pour atteindre l'objectif d'accès universel à l'énergie reste incontournable.

D'un côté, le gouvernement du Burundi prévoit d'atteindre l'accès universel à l'énergie en 2030. De l'autre côté, le Plan National de Développement 2018-2027 prévoit que la capacité de production de l'énergie sera égale à 400 MW en 2027 au moment où la production actuelle de l'énergie tourne autour de 120 MW.

Méchaël Tuyubahe



VOULEZ -VOUS RENFORCER VOTRE
VISIBILITÉ? VOULEZ-VOUS OFFRIR
DES CADEAUX CUSTOMISÉS
DE FIN D'ANNÉE?

PARMI SA GAMME DE PRODUITS,
HOPE DESIGN VOUS PROPOSE
DES GOURDES PERSONNALISÉES

